

LIBERTÉ
ÉGALITÉ
— SANS —
PRÉJUGÉS

QUI CROIT ENCORE QUE LES DÉMUNIS ONT LA BELLE VIE ?



ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Dictatures en Afrique
Pour une justice
fiscale

EN ACTION(S) P.08

Logement d'urgence
Un toit pour
pouponner

RENCONTRE P.12

Birmanie
Paul, au cœur
du conflit kachin



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org



RENDEZ-VOUS

5 MARS

10 ans de Dalo

Le droit au logement opposable (Dalo), institué par la loi du 5 mars 2007, a permis à plus de 100 000 ménages sans logement en France d'avoir un toit. Mais la loi n'est pas suffisamment appliquée. Des associations, dont le Secours Catholique, organisent une marche pour les dix ans de la loi : « *État, mairies, bailleurs..., vous pouvez mieux faire !* » à Paris, le dimanche 5 mars.

Départ à 14 h de la place de la République, à destination de la place du Palais-Royal.

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

messages

Mensuel du Secours Catholique-Caritas France : 106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (75 34) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 576 133 exemplaires • **Dépôt légal** : n°322405 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



VOTRE COURRIER

LA SPIRITUALITÉ POUR SAUVER LE MONDE

Fidèle lecteur de *Messages*, Jules Daniel, enseignant à la retraite, nous a fait parvenir un plaidoyer pour une mobilisation spirituelle œcuménique. Nous en publions ici des extraits.

Une constatation pénible s'impose : le rythme galopant de la violence qui affecte le monde entier. Celle-ci s'amplifie à une vitesse vraiment déconcertante. Et une question nous vient à l'esprit : « *Sommes-nous vraiment civilisés, évolués, avancés, ou plutôt sur le chemin de la barbarie où l'homme est un loup pour l'homme ?* » Devant cette situation, faut-il simplement et seulement se contenter de comptabiliser les morts et de déplorer les agressions ? Exercice

L'intérêt collectif doit balayer l'orgueil, la vanité, la suffisance et l'arrogance. Le respect mutuel doit effectivement montrer que nous sommes des frères, tous enfants du même Père-Créateur.

Souci d'unité

Face à cela, la Bible n'a pris aucune ride. Elle conserve toute sa valeur spirituelle et renferme de précieux enseignements et conseils, parfaitement aptes à guider l'humanité. Plutôt que de



G. KERBAOL / S.C.-C.F.

s'opposer à n'en plus finir sur son interprétation, les responsables locaux catholiques et protestants, qui se réclament tous de Jésus-Christ, devraient, dans un réel souci d'unité, se rassembler au moins une fois par trimestre pour échanger, débattre, dialoguer... sur les points qui les rapprochent.

Il est temps d'arriver à faire sauter certaines barrières pour parvenir, en toute humilité, à se réunir fraternellement. Nous avons tous besoin de cette spiritualité bienfaisante qui renforce en nous la compréhension, le respect, la bonté, des qualités indispensables. Si les chefs religieux qui ont la Bible comme livre de chevet saisissaient, enfin, qu'il est impérieux de travailler ensemble pour faire avancer spirituellement le monde, je serais comblé ! ■

facile qui ne mobilise ni énergie ni effort particulier. Attitude que l'on peut qualifier de non-assistance à collectivité en danger. Dorénavant, ayons le courage d'endosser nos responsabilités et de nous élever à la hauteur de la tâche à entreprendre. Reconnaissons qu'aucune société ne peut tenir durablement s'il n'existe pas en son sein des règles de vie privilégiant l'intérêt collectif et le respect mutuel.

faire sauter certaines barrières pour parvenir, en toute humilité, à se réunir fraternellement. Nous avons tous besoin de cette spiritualité bienfaisante qui renforce en nous la compréhension, le respect, la bonté, des qualités indispensables. Si les chefs religieux qui ont la Bible comme livre de chevet saisissaient, enfin, qu'il est impérieux de travailler ensemble pour faire avancer spirituellement le monde, je serais comblé ! ■

LA QUESTION DU MOIS

La participation : mythe ou solution d'avenir ?

Maire de Kingersheim (Haut-Rhin), Joseph Spiegel veut sortir d'une « *démocratie passive et descendante (Messages, décembre 2016) : le rôle du politique n'est pas de flatter les gens mais de les inviter à cheminer ensemble dans la voie de l'altérité* ». La démocratie participative semble avancer à Kingersheim mais peut-elle se généraliser à l'Hexagone ? Croyez-vous que l'on puisse marier l'expertise de la vie des habitants les plus pauvres, qui se sentent délaissés, avec celle des autres citoyens ?

➔ RÉAGISSEZ

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

OUTRE-MER
Agir pour et avec les jeunes 04

INTERNATIONAL

DICTATURES EN AFRIQUE
Pour une justice fiscale 05

EN ACTION(S)

ISTANBUL
Des Africaines et des Syriennes
résistent à l'hostilité ambiante 07

LOGEMENT D'URGENCE
Un toit pour pouponner 08

INDE
Améliorer la condition féminine 10

RENCONTRE

BIRMANIE
Paul, un prêtre au cœur
du conflit kachin 12

SPÉCIAL PRÉJUGÉS

Qui croit encore que les démunis
ont la belle vie ? 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« Quand j'avais faim, je disais :
"Seigneur, il est où le riz ?" » 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

JEAN-PAUL POTET
Le Fabrick Café, atelier carrefour 23

Photos de couverture :

Belanger/Getty Images/iStockphoto et Xavier
Schwebel/Secours Catholique-Caritas France

Combattons préjugés et idées reçues



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Michel a fêté ses 72 ans il y a quelques jours. "Fêter" est d'ailleurs un bien grand mot car Michel vit à la rue en plein cœur de Paris. Je l'ai rencontré lors d'une tournée de rue avec des bénévoles. Contrairement aux idées reçues, bien ancrées dans l'opinion publique, Michel n'est pas alcoolique, ni atteint de troubles mentaux. Il n'a pas "choisi" la rue et vivrait volontiers ailleurs si on lui faisait une proposition adaptée à son âge et à son histoire.

Comme Michel, des milliers de Français en situation de précarité sont victimes de préjugés. Ces préjugés justifient que la solidarité nationale soit remise en cause.

« Les pauvres sont des fraudeurs »
« ils sont incapables d'élever leurs
enfants », « s'ils cherchaient du travail,
ils trouveraient ». Toutes ces phrases
assassines, trop souvent entendues,
doivent être combattues car elles
reposent sur des idées fausses, sur
une méconnaissance grave de la vie

des personnes précaires. Le Secours Catholique-Caritas France lance en mars une grande campagne "Liberté, Égalité sans Préjugés" pour combattre les préjugés et redonner à la fraternité toute sa place.

C'est une façon aussi d'interpeller les candidats aux élections présidentielle et législatives qui colportent souvent ces idées fausses, sciemment ou par ignorance – des idées qui stigmatisent, divisent et isolent. Des idées qui abîment les personnes et empêchent d'imaginer des solutions nouvelles pour permettre à chacun d'avoir sa place et d'apporter sa contribution à notre société.

Le but de cette campagne est réellement de changer nos cœurs, de perdre l'habitude que nous avons tous plus ou moins de juger sans savoir, sans connaître.

Rencontrer, écouter, comprendre les personnes fragiles et pauvres est un vrai chemin de conversion, ce sera pour chacun de nous un beau chemin vers Pâques !

VÉRONIQUE FAYET,
PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

OUTRE-MER

Agir pour et avec les jeunes

Le Secours Catholique, dans six territoires d'outre-mer, a fait des difficultés de la jeunesse une priorité pour les années à venir. En coopération avec les jeunes, il compte apporter des changements pour améliorer leur situation.



E. PERRIOT / S.C.C.F.

À l'origine de la démarche du Secours Catholique de Guyane, Martinique, Guadeloupe, la Réunion, Mayotte et Nouvelle-Calédonie, un constat : les jeunes d'outre-mer connaissent une forte pauvreté. « Nos jeunes sont désœuvrés avec de forts taux de délinquance, un accès difficile au travail et des formations inadaptées », explique Jean Coursimault, délégué interrégional d'outre-mer. Dès 2012, le Secours

Le Secours Catholique veille à donner la parole aux jeunes d'outre-mer.

Catholique se saisit de la question et avec Médecins du monde et les Apprentis d'Auteuil, il profite de la venue de François Hollande en août 2014 pour demander le lancement d'un plan Jeunesse outre-mer qui sera adopté l'année suivante. L'État s'y engage au moyen de 110 propositions à œuvrer en faveur de la jeunesse, notamment par la formation et l'emploi. Le Secours Catholique, qui reproche à ce plan de ne pas avoir été élaboré avec les jeunes, souhaite qu'il soit désormais mis en place avec eux. Pour cela, l'association a lancé la démarche "Défi jeunes". Objectif : leur donner la parole en les interrogeant sur leurs rêves, leurs peurs, leurs difficultés par le biais d'un questionnaire. Près de 1 000 réponses ont été collectées dans les six territoires. « *Le questionnaire montre que les jeunes sont préoccupés par le chômage et le manque de formation (60 % d'entre eux se disent prêts à quitter leur territoire), mais aussi qu'ils ont de l'espoir : ils veulent être entendus et sont disposés à s'engager pour changer les choses* », commente Franck Monlouis-Félicité, vice-président du Secours Catholique de Martinique. C'est pourquoi une délégation de six jeunes est venue fin février à Paris rencontrer les candidats à la présidentielle pour les interpeller sur le sujet.

CÉCILE LECLERC-LAURENT

LE CHIFFRE DU MOIS

1,2 million

C'est le nombre de jeunes de moins de 30 ans qui vivent dans les territoires d'outre-mer. Ils représentent près de la moitié de la population ultramarine. À noter que près de 60 % des habitants de Guyane ont moins de 30 ans, et près de 70 % à Mayotte. À la Réunion et en Nouvelle-Calédonie, ce chiffre s'établit à plus de 40 %, selon le ministère des Outre-mer.

ESPOIRS

Ma priorité, c'est de réussir mes études et surtout de trouver un emploi par la suite. Mais c'est difficile ici ! Je rêve d'être à l'aise financièrement, malgré le coût élevé de la vie. J'aimerais aussi vivre dans une société moins raciste, moins violente. D'ailleurs, mon lycée a brûlé à Noël dernier. J'aimerais que les politiques mettent l'argent au bon endroit : dans le social, les écoles et les structures sanitaires.

Thomas, 19 ans, étudiant en deuxième année de BTS à Païta, Nouvelle-Calédonie.

FOCUS SUR LA GUYANE

De jeunes Amérindiens en souffrance

La situation est particulièrement préoccupante pour les quelque 10 000 Amérindiens de Guyane, un peuple autochtone. Les tiraillements identitaires, le faible accès à des services comme la santé, l'éducation et l'énergie, et l'orpaillage illégal qui empoisonne les eaux par le mercure frappent ces communautés de plein fouet. Le taux de suicide des Amérindiens de Guyane, qui touche surtout les jeunes, est de 10 à 20 fois supérieur à celui de la métropole. Face à cette réalité, le Secours Catholique accompagne des projets de développement local, comme la création de trois carbet (1) dans le village d'Aloiké pour mettre en place des activités à vocation sociale, communautaire et touristique.

1. Carbet : abri en bois sans murs, typique des cultures amérindiennes.

↑ En hausse

40 %

En 2012, le chômage touchait plus de 40 % des 15-29 ans dans les territoires d'outre-mer, un taux plus de deux fois supérieur à celui de la France métropolitaine (18 % en 2012). Le chômage y a par ailleurs probablement augmenté ces dernières années, vu les chiffres de l'Insee concernant certains territoires, qui datent de fin 2014 : 56,3 % des moins de 25 ans étaient au chômage en Guadeloupe, 54,4 % à la Réunion, 50,6 % en Martinique et 40 % en Guyane.

DICTATURES EN AFRIQUE

Pour une justice fiscale

Le collectif "Tournons la page", soutenu par le Secours Catholique, vient de publier un nouveau rapport dans lequel il dénonce un accaparement des pouvoirs politique et économique facilité par la complaisance de multinationales, ce qui empêche l'avènement d'une démocratie et le développement du continent.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Avec un nouveau rapport intitulé "En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans justice fiscale", le collectif "Tournons la page" s'attaque à la double emprise du pouvoir sur le politique et l'économie. En effet, de nombreux dirigeants africains se maintiennent au pouvoir en ayant la mainmise sur tout le système économique. Le rapport cite par exemple le cas du Gabon, où presque 80 % du tissu économique est aux mains de la famille Bongo

+ À LIRE

Retrouvez le rapport "En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans justice fiscale" sur : secours-catholique.org/publications

par le biais de la nébuleuse Delta Synergie. Conséquence : il existe un accord tacite entre les acteurs économiques et le pouvoir politique, ce dernier offrant des cadeaux fiscaux aux multinationales. Ainsi, rien qu'en 2010, les multinationales ont causé la fuite illicite de 40 milliards de dollars. Elles sont aux yeux de Tournons la page co-responsables du maintien des dictatures au pouvoir. Car selon le rapport, des États autoritaires doivent rendre d'autant moins de comptes aux populations qu'ils ne dépendent pas d'elles pour les recettes fiscales. Ainsi, constate Marc Ona, coordinateur de Tournons la page Gabon, « *malgré les richesses engendrées, la pauvreté est galopante et nos hôpitaux, routes et écoles sont à refaire* ». Tournons la page prône dès lors un contrôle citoyen des questions fiscales ainsi que plus de transparence et de régulation, et estime que « *seul un pacte fiscal au service de l'intérêt général permettrait d'obtenir une véritable alternance démocratique* ».

CÉCILE LECLERC-LAURENT

EUROPE

Migrants : changer de regard



D.R.

Caritas Europa publie "Bienvenue – Les migrants font l'Europe plus forte", un rapport auquel Antonio Fantasia, chargé de plaidoyer, a apporté sa collaboration.

"Les migrants font l'Europe plus forte", n'est-ce pas paradoxal ?

Non ! Les migrants rendent vraiment l'Europe plus forte. Le débat public ne porte jamais sur leur participation à la vie d'un pays. Or beaucoup d'études soulignent leur contribution aux impôts, à la création de nouveaux emplois..., à la croissance économique. Il incombe à Caritas, notamment, de trouver des solutions pour sortir d'une vision "migrants = pauvres = besoin d'argent" et en proposer une autre, qui montre des personnes actives dans leur communauté d'accueil.

Le rapport souligne que l'intégration réussie des migrants implique de nombreux acteurs. Comment les faire travailler ensemble ?

Nous montrons plusieurs initiatives qui réussissent parce qu'elles créent des synergies entre les différents acteurs, en particulier au niveau local. Nous facilitons leur coopération en présentant leur travail à des responsables politiques locaux, nationaux et européens, et en tentant de démultiplier ces actions au sein des Caritas en Europe.

YVES CASALIS

> Lire le rapport sur www.secours-catholique.org/publications

ALERTE**Liban : les enfants syriens en danger**

Réfugiés au pays du Cèdre, des dizaines de milliers de jeunes Syriens paient au prix fort les conséquences du conflit. Beaucoup sont écartés de l'école en raison de discriminations, du racisme, de classes en sureffectifs dans les établissements publics, mais encore de frais d'inscription trop élevés dans le privé. Autre écueil, la baisse du budget de l'aide humanitaire officielle qui empêche d'organiser des activités de soutien à ces enfants.

En action(s)

Accueil pour enfants en vacances

Chaque année, le Secours Catholique-Caritas France invite des familles à accueillir pour les vacances des enfants de foyers modestes. Et chaque année, près de 2 000 enfants âgés de 6 à 18 ans bénéficient du programme Accueil familial de vacances (AFV). Tel était le cas l'an dernier d'Esta, 7 ans. La petite fille qui vit au Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, a passé trois semaines du mois de juillet à Bayonne, dans les Pyrénées-Atlantiques, chez Denis et Maritxu, avec leurs enfants Louis et Margot âgés de 7 et 8 ans.

J.D.

> Pour devenir famille d'accueil, appelez le 01 45 49 52 38.

Renseignements sur afv.secours-catholique.org



X. SCHWEBEL / S.C.-C.F.

PAROLE DE CÉCILE BRUGGEMAN, PSYCHOLOGUE À LA MAISON "À PETITS PAS"

La Maison "À petits pas" a ouvert ses portes à Châlons-en-Champagne en 1996, à l'initiative du Secours Catholique. Ce lieu de prévention ouvert à tous a été implanté dans un quartier modeste pour être proche de populations en difficulté.

Notre maison est un lieu d'accueil où les parents peuvent venir avec leur enfant (de la naissance à 4 ans) à l'heure qu'ils veulent, et rester le temps qu'ils veulent. Ils sont souvent orientés par nos partenaires (Caf, PMI, crèches...). Nous sommes ouverts le mardi et le jeudi après-midi. Trois personnes assurent l'accueil : un psychologue salarié et deux bénévoles. L'enfant est au centre de notre attention : on s'adresse à lui, on le soutient dans ses initiatives, on l'intègre dans nos échanges.

Le but de notre accueil, c'est que l'enfant puisse devenir autonome progressivement, qu'il prenne confiance dans ses capacités à jouer seul en présence de sa mère et qu'il apprenne peu à peu à s'ouvrir aux autres enfants. Les parents prennent eux aussi confiance dans la capacité de leur enfant à se socialiser. Ce lieu



D.R.

a toute son importance dans la petite enfance, car les familles ont tendance à s'isoler lorsqu'elles accueillent un nouveau-né, en s'adaptant exclusivement au rythme du tout-petit.

Au fil des séances, des questions émergent : les familles font part de leurs joies et de leurs difficultés, et se sentent moins seules dans leurs questionnements. Elles échangent entre elles et cheminent ensemble.

Le but est que l'enfant apprenne à s'ouvrir aux autres enfants !

C'est d'ailleurs une richesse d'avoir un public d'origines sociales différentes. Les parents s'apprennent mutuellement ! Un jour, une mère m'a confié : « Mon enfant est né à la Maison "À petit pas." » Elle avait appris à voir son petit autrement, à jouer avec lui alors qu'elle avait eu tendance à le rejeter, le père les ayant abandonnés.

Propos recueillis par
Cécile Leclerc-Laurent



chalonsreims
ardennes.secours-
catholique.org

URGENCES

Inondations en Polynésie

À Papeete, depuis le dimanche 22 janvier 2017, la solidarité s'organise autour des familles touchées par les fortes pluies et qui ont perdu tous leurs biens. « La rivière de Hamuta a tout emporté dimanche matin vers 3 heures », relate Odile, sinistrée. La délégation du Secours Catholique, à la Mission, s'est aussitôt portée au secours des victimes. Elle a collecté des vêtements et des dons alimentaires qui ont été recueillis dans ses locaux ou ceux de la Croix-Rouge, triés puis distribués aux familles dans le besoin. Face à cette urgence, l'action du Secours Catholique se construit au-delà des secours matériels et financiers immédiats, dans l'écoute et avec un accompagnement dans la durée, le temps nécessaire à la reconstruction des personnes et des habitations.

M.-H.C.

VU SUR PLACE À ISTANBUL

Des Africaines et des Syriennes résistent à l'hostilité ambiante

À cheval sur l'Europe et l'Asie, Istanbul compte 17 millions d'habitants. Une mégapole de plus en plus divisée, notamment entre Turcs et réfugiés : 450 000 Syriens, des dizaines de milliers d'Irakiens, d'Afghans, d'Africains... À bord d'un taxi, Paul, un Camerounais, négocie avec le chauffeur le tarif du trajet entre l'aéroport et sa destination. À l'arrivée, surprise : le prix fixé a doublé ! Il explique alors sa déconvenue à un policier, mais ce dernier donne raison au chauffeur...

La société turque, sur fond de dérive autoritaire depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016 contre le président Erdogan et de difficultés économiques, se replie sur elle-même et a peur. « *Les nombreux Africains francophones venus ici dans l'espoir de trouver un emploi correctement rémunéré se disent victimes de racisme et exploités aussi bien en matière de travail informel, très mal payé, que de logement aux loyers très chers* », rapporte Charles de Foucaucourt, du Secours Catholique-Caritas France.



X. SCHWEBEL / S.C.-CF.

À Kumkapi, banlieue d'Istanbul, les femmes réfugiées sont sous la menace de la traite des êtres humains. Un centre, soutenu par l'association et animé par Caritas Turquie, leur est ouvert. 136 d'entre elles viennent dans cette oasis de paix depuis son ouverture en septembre 2015 : elles fabriquent et vendent des sacs à main, des foulards..., apprennent l'anglais avec une Irlandaise, le turc, s'informent sur leurs droits auprès d'un juriste, et suivent même des cours de self-défense. ■

Yves Casalis

Les étrangères réfugiées en Turquie tentent de se prémunir contre les dérives de la dictature.

A SUIVRE

Une cohabitation fraternelle dans les Hauts-de-Seine

Depuis novembre 2016, Jacky et son fils de 4 ans, Manuel, sont accueillis par un couple de retraités du Plessis-Robinson. Auparavant hébergés dans un hôtel social, ils vivront durant un an dans un espace de vie confortable et indépendant du reste de la maison. Le temps pour Jacky, Congolaise de 21 ans qui suit un parcours de réinsertion professionnelle, de trouver un emploi. Elle pourra alors rechercher son propre logement avec l'aide des bailleurs sociaux sollicités. L'accueil "solidaire" de cette maman permet de tisser un peu plus chaque jour des liens fraternels. Jacky partage souvent le dîner de sa famille d'"adoption". Manuel est scolarisé à l'école maternelle du quartier avec le petit-

fils de ses hôtes.

Convaincu par l'expérience, le Secours Catholique des Hauts-de-Seine veut développer ces initiatives de cohabitation et fait appel à la générosité des familles du département qui pourraient ouvrir leur porte à une famille en situation de précarité, lui offrir un espace de vie décent et partager un peu de son quotidien. Les équipes et les paroisses sont mobilisées.

Marie-Hélène Content

+ POUR ALLER PLUS LOIN

Sarah Dauphin et Amélie Naillon peuvent répondre à vos questions au 01 41 11 57 72 ou 01 41 11 57 80.

CORSE

Un écrivain public au service des détenus

Au centre pénitentiaire de Borgo, Michel, bénévole au Secours Catholique de Corse, est reconnu comme "écrivain public" depuis novembre dernier, aux termes d'une convention signée entre le Secours Catholique et le service pénitentiaire d'insertion et de probation. Aujourd'hui il se tient à la disposition des détenus pour les aider à rédiger leurs lettres personnelles, le courrier destiné aux autorités ou aux employeurs, leur curriculum vitae... Michel est aussi membre de l'équipe de Lucciana, active auprès des familles venues rendre visite à leur proche en détention et qui attendent leur heure de parloir.

ÉGYPTE

Alphabétisation, compétences citoyennes, santé...

En Égypte, un nombre croissant de femmes sont confrontées à une grande précarité sociale : illettrisme, formation professionnelle insuffisante, salaires misérables, absence de services sociaux... Dans la banlieue du Caire, le Patriarcat copte catholique répond à cette précarité en accompagnant 90 jeunes mères de famille dans leur insertion. Les jeunes femmes sont initiées à la coiffure et à la couture, formées à la santé et suivent des cours d'alphabétisation. Des sessions renforcent leurs compétences citoyennes et leur apprennent des "techniques" de prévention des conflits (religieux, conjugaux...). En soutenant à hauteur de 13 500 euros son partenaire, le Secours Catholique-Caritas France a permis de financer l'achat de machines à coudre et à tricoter, de sèche-cheveux et la mise en place de sessions de formation.

LOGEMENT D'URGENCE

Un toit pour pouponner

En Seine-Saint-Denis, aux Berceaux de Myriam, l'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC) accueille des femmes en grande détresse – en fin de grossesse ou venant d'accoucher – afin de les mettre à l'abri le temps qu'elles reprennent pied avec leur bébé.

Angélique* couvre son fils Nathan* de baisers. « *Qu'il est beau, ce petit garçon !* » Pourtant, la jeune mère d'origine ivoirienne revient de loin : « *J'ai longtemps regretté cette grossesse* », dit-elle. Débarquée en Italie en 2007 après avoir fui la guerre civile dans son pays, elle arrive en France en 2015 et constate sa grossesse. Le père de l'enfant à naître la met dehors lorsqu'il découvre son état. Angélique dort dans la rue durant six mois, d'abord seule puis avec sa fille de huit ans, Mélanie*, avant d'être orientée vers un hôtel social « *plein de cafards* » à Gonesse. Finalement, le SIAO** lui trouve une

place aux "Berceaux de Myriam", à Bagnolet, un mois avant la naissance de son fils. « *J'ai été soulagée. Ici, c'est un trésor. Je suis au chaud. J'ai un toit et une chambre pour moi et mes deux enfants* », témoigne-t-elle. « *Le but premier des Berceaux de Myriam, c'est de stabiliser le lieu de vie à ce moment particulier de l'arrivée du bébé*, note Françoise Goetz, chef de service. *Si la mère est en insécurité, il y aura un problème d'attachement entre elle et l'enfant.* »

À l'origine du projet, un constat : la Seine-Saint-Denis détient le record national de mortalité infantile. De nombreuses femmes en précarité

ont en effet des grossesses pathologiques. Beaucoup viennent d'arriver sur le territoire français et se retrouvent isolées, sans repères parmi les organismes sociaux et en rupture d'hébergement. Les Berceaux de Myriam disposent donc de huit places pour ces femmes, entre leur dernier trimestre de grossesse et, normalement, le troisième mois du nouveau-né. L'ACSC offre le gîte (une chambre par femme, une cuisine et une salle de bain partagées) et le couvert. Mais c'est aussi et avant tout un lieu de mise en confiance pour revaloriser les mamans : « *Les mères, ici, se retrouvent seules, sans entourage, face à leur nouveau-né. Alors on les rassure dans leurs capacités, on leur donne des conseils et on les encourage* », explique Laetitia, assistante sociale. « *Ici, on m'a appris à donner de l'amour à mon bébé* », raconte Lili*, qui a accouché à sept mois de grossesse par césarienne d'une petite Mickaela*. « *Elle était toute petite et je ne savais pas comment faire. On m'a rassurée. Et comme il y a du monde ici, je ne suis pas seule.* »

D'INFO

acsc.asso.fr



S. WASSERNAAR / S.C.-C.F.

Les Berceaux de Myriam permettent aux mamans de se poser, un temps, avec leurs bébés.

Détente et santé

Ce lundi est le jour de l'atelier musical à Bagnolet. Les mères sont toutes là, des maracas à la main, leur bébé posé entre leurs jambes sur des coussins. Après les traditionnelles comptines françaises, Lili*, Divine* et Amandine* entonnent un chant en lingala, leur langue maternelle de RDC. « *Avec ces ateliers, on montre aux mères que l'enfant est réceptif à la musique, surtout quand elles-mêmes prennent du plaisir à chanter* », commente Céline, conseillère en économie sociale et familiale. Les Berceaux de Myriam proposent aussi des ateliers cuisine, des massages et des temps festifs. Par ailleurs, au moins une fois par mois, la PMI (Protection maternelle et infantile) se rend dans les appartements partagés. Vaccination, alimentation, développement de l'enfant : la PMI donne des conseils lors d'ateliers ■■■

VU D'AILLEURS IRAK

Des mamans en bonne santé



KIM POZNIAK/CATHOLIC RELIEF SERVICES

« Avec la crise, les femmes enceintes souffrent de malnutrition et donnent naissance à des bébés d'un poids insuffisant qui risquent de mourir rapidement », déclare Nabil Nissan, directeur de Caritas Irak. « Pour avoir de nouvelles générations en bonne santé, il faut donc prendre en charge les femmes enceintes. »

« L'idée est que l'accès à la santé est un droit pour tous, même pour les populations les plus vulnérables », poursuit Alexandre Daval, chargé de projet Irak au Secours Catholique. De fait, le programme veille à améliorer la nutrition des femmes enceintes et allaitantes en leur fournissant des compléments

alimentaires. Caritas Irak leur apprend aussi à cuisiner des repas sains et équilibrés, et organise des visites médicales pour mettre en place les vaccinations de base pour les nourrissons. Ainsi, dans les huit centres, le

A améliorer la santé des femmes enceintes et des nourrissons : tel est l'objectif d'un programme de Caritas Irak, soutenu par le Secours Catholique. Depuis une dizaine d'années, l'ONG vient en aide à 1 800 femmes enceintes et jeunes mères, ainsi qu'à 4 400 enfants âgés de 0 à 5 ans dans 8 centres du pays, dont 3 dans la région du Kurdistan.

Venir en aide aux femmes enceintes protège les nourrissons.

L'accès à la santé est un droit pour tous, même pour les plus vulnérables.

taux de bébés naissant avec un poids trop faible n'est plus que de 0,2 %, contre 2 % au niveau national. Enfin, Caritas Irak sensibilise les

femmes à leurs droits, à l'importance de la paix dans leur pays, et leur apprend différentes activités (couture, cuisine) qui leur permettront de générer de nouveaux revenus pour leurs familles. ■

C.L.-L.

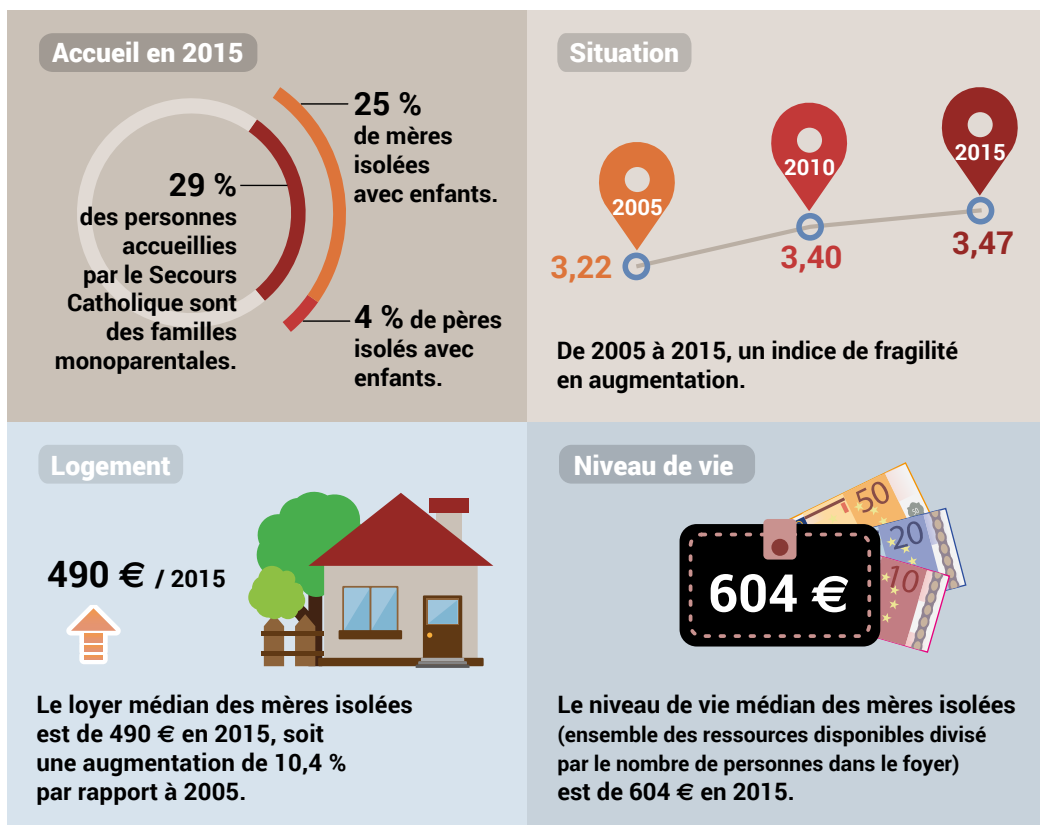
VITE LU Les mères isolées frappées par la pauvreté

individuels ou collectifs. « J'ai ainsi appris à préparer un biberon avec du lait en poudre, et aussi à placer mon bébé sur le dos pour dormir », explique Divine*. Les travailleurs sociaux pensent aussi à l'"après" et cherchent des solutions en lien avec le SIAO : places en CHRS, en centre de stabilisation, à l'hôtel... « On ne fait pas de sorties sans solution », précise Laetitia. Amandine* entame ainsi son huitième mois à Bagnolet avec ses deux enfants, Stella*, 11 ans et Lucie*, 7 mois : « Ici c'est un lieu de passage, j'angoisse pour après », confie-t-elle. Les Berceaux de Myriam accueillent entre 20 et 30 mères par an. Toutes ont en tout cas retrouvé le sourire, le temps de ces quelques mois, sous un toit, au chaud, avec leurs petits. ■

Cécile Leclerc-Laurent

* Le prénom a été modifié.

** Service intégré d'accueil et d'orientation, qui regroupe toutes les demandes d'hébergement et de logement en France.



Source : Rapport sur les statistiques de 2015 du Secours Catholique.

Eléments graphiques Freepick / infographie S.C.

INDE

Améliorer La condition féminine

Souvent victimes d'une société patriarcale difficile à réformer, les femmes indiennes font l'objet de toutes les violences. Pour améliorer cette situation, le Secours Catholique soutient une ONG locale, l'Institut de développement social, qui protège les femmes et promeut l'égalité des sexes.

REPORTAGE JACQUES DUFFAUT

« **Q**uand mon mari boit de l'alcool, il devient violent et il me bat », témoigne une femme d'une quarantaine d'années en sari, debout dans une salle où sont réunies des femmes d'un quartier de Cuttak (État d'Odisha) en Inde. Elle ajoute : « Il boit tous les soirs. » Une femme plus jeune, en sari rose, prend à son tour la parole. Elle explique que son mari l'a quittée et qu'il refuse de verser une pension alimentaire. « Il prétend que notre fils n'est pas de lui », conclut-

elle en baissant les yeux. La réunion a été organisée par l'Institut de développement social (ISD), partenaire du Secours Catholique. Les femmes du quartier soumettent leurs problèmes aux trois policiers invités à les écouter : deux femmes et le chef de la police, tous trois en uniforme beige. Les policières invitent les femmes à venir porter plainte au commissariat. « Les violences conjugales sont illégales et ne doivent plus être tolérées », déclarent-elles.

+ D'INFO

L'Inde contemporaine
sous la direction de
Christophe Jaffrelot
- Hachette pluriel -
2014

« Le pouvoir masculin dans les relations de couple réduit les femmes à la dépendance », déplore Bina Mallick, coordinatrice des programmes de l'ISD. Malgré une législation récente qui réprime ces violences faites aux femmes, les mœurs ont du mal à changer.

« Les violences subies en ville diffèrent de celles des campagnes », précise Subhashree Das, directrice de l'ISD. « En ville, ce sont généralement des coups et blessures et des violences psychologiques. À la campagne, nous avons affaire à de la traite d'êtres humains : esclavage domestique, abus sexuels, mariages forcés. »

Cruellement battues

Pour autant, les femmes indiennes ne divorcent pas. Seuls 2 à 3 % des mariages se terminent par une séparation. Mais si la loi interdit les mariages avant 18 ans, nombreuses sont celles qu'on marie à 15 ans et parfois dès l'âge de 11 ans.

Le siège de l'ISD est stratégiquement installé au commissariat principal de Bhubaneswar, capitale d'Odisha. L'ONG reçoit environ 250 femmes chaque mois, souvent cruellement battues. Il faut alors les accompagner à l'hôpital, puis lors de leur déposition. Elles devront enfin prendre la décision de quitter le foyer et accepter d'aller chez des parents ou dans un des 54 centres pour femmes victimes de violences que compte l'État d'Odisha.

Porter plainte contre leurs maris n'est pas facile. « S'ils sont riches, ils échappent à la police, ils peuvent corrompre les juges et sortir acquittés », observe Bhawani Nayak, seul employé masculin de l'ISD. « Malgré les menaces de mort que nous recevons en permanence, nous ne nous laissons pas intimider. » ■

+ ÉCLAIRAGE ARMELLE ROLLAND, CHARGÉE DE PROJETS INDE

Connaître ses droits avant de migrer

Prévenir les jeunes filles indiennes des dangers de la migration contribue à l'amélioration de la condition féminine, l'une des priorités du Secours Catholique.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Le Secours Catholique soutient l'Institut de développement social (ISD) par le biais du Réseau mondial contre la traite des femmes (GAATW). Cette ONG internationale créée en 1994 est spécialisée dans le plaidoyer contre la traite des femmes. Des ONG locales, comme l'ISD, relaient les recommandations du GAATW auprès des jeunes filles pauvres tentées de migrer sans connaître leurs droits. Si une femme ne peut pas défendre ses droits et améliorer son estime de soi dans le contexte familial, elle ne pourra pas davantage le faire dans le cadre d'une migration de travail. Il

faut donc la rendre plus forte avant même qu'elle ait l'idée de partir. Après, il sera plus difficile de lui venir en aide.

L'ISD s'adresse aux jeunes filles de 15 à 17 ans issues des zones rurales, les plus à même de migrer vers les grandes villes du pays où l'expansion de la classe moyenne s'accompagne d'un besoin croissant de domestiques. Dans ce grand pays où existent plus de 15 langues officielles, les migrantes courent le risque de perdre leurs repères et d'être vulnérables face aux exploités. L'ONG intervient dans sept pensionnats de l'État. Elle explique aux adolescentes les dangers auxquels elles risquent d'être exposées et les informe de leurs droits.

Propos recueillis par J.D.



1

2

En action(s)

Les femmes indiennes, grâce à l'aide d'ONG comme l'Institut de développement social (ISD), prennent peu à peu conscience qu'elles ont des droits. Elles les revendiquent sur la place publique **1** / **2** / **6**, elles participent à des réunions d'information **3** / **5** et n'hésitent plus à porter plainte ou à faire appel à une médiation pour faire cesser les violences au sein de leur couple **4**.

PHOTOS : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.



3



4



5



6



Rencontre

BIRMANIE

Paul, un prêtre au cœur du conflit kachin

Depuis novembre dernier, les affrontements entre l'armée nationale et l'armée d'indépendance kachin ont repris au nord du Myanmar. Au cœur de ce conflit, un prêtre se bat pour que le peuple kachin ne perde pas son âme.

PAR JACQUES DUFFAUT PHOTOS : XAVIER SCHWEBEL / S.C.-C.F.

« Les Kachin sont des êtres simples, durs à la tâche et spirituellement forts. Ils vivent dans la jungle. Ils aiment la montagne, les rivières. Ils vivent avec la nature qui les nourrit. Les Kachin font partie de moi. Je les aime », dit en anglais le père Paul, dans sa paroisse d'un quartier de Bhamo, deuxième ville de cet État kachin pris en tenailles, au nord du Myanmar, entre la Chine et l'Inde.

Le père Paul, né Awng Dang en 1975 à Bhamo, a grandi avec la guerre. Depuis l'indépendance, en 1947, et surtout depuis la prise du pouvoir par les militaires dans les années 1960,

l'État kachin est secoué par un conflit qui oppose son peuple, majoritairement chrétien, au pouvoir central birman, essentiellement bouddhiste. L'armée nationale, la Tatmadaw, chasse les Kachin de leurs terres pour accaparer les richesses du sous-sol : principalement de l'or et du jade, très recherchés par les Chinois. Issu d'une famille simple et traditionnelle, Awng Dang est bon élève mais pauvre. À la fin de son adolescence, il part gagner sa vie. Il commence par conduire des bateaux sur l'Irrawady. Puis, comme beaucoup

d'autres, il va travailler dans les mines de jade. Là, il découvre un travail de forçat, mal payé, dangereux, et la descente aux enfers d'une jeunesse avilie. « C'était déplorable. Je n'avais qu'une idée : améliorer les conditions de vie de ces jeunes, les aider à avoir une vie digne, dit-il. Dans ces zones désolées, seul un prêtre peut aider les plus pauvres. J'ai alors décidé d'être prêtre. »

Éclat de jade

Awng Dang étudie et en quelques années devient le père Paul, attaché au diocèse de Bhamo, vivant avec les pauvres, priant avec eux, mais n'oubliant pas les jeunes. « J'organisais des formations de développement personnel et de leaders. Il fallait les accompagner, leur parler. La drogue les avait rendus très vulnérables. »

Le moindre éclat de jade trouvé est aussitôt échangé contre un produit opiacé qui fait oublier la fatigue.

En 2004, Paul ouvre un centre d'apprentissage aux métiers de charpentier, mécanicien ou tailleur. C'est un centre d'accompagnement psychologique et spirituel aussi. « Il fallait empêcher ces enfants de perdre leur âme », dit-il.

Son centre est un succès. Les élèves vouent à Paul un respect admiratif. Ils sont heureux lorsqu'il joue au football ou passe un moment avec

BIOGRAPHIE

1975 : naissance à Bhamo

2003 : ordonné prêtre

2006 : nommé directeur de Caritas Bhamo (Karuna)



CE QUE JE CROIS

“ Notre culture est belle. Nos danses sont magnifiques. L’une d’entre elles consiste à placer le plus vieux de nos chefs au centre de la danse, à le rejoindre et à tourner autour de lui. Des milliers et des milliers peuvent danser et tourner ensemble reliés à leur chef. Cela nous rend forts et fiers. ”

eux, toujours prêt à rire car il a de l’humour et aime partager sa joie.

En 2006, le sérieux avec lequel le père Paul gère son centre et sa paroisse amène sa hiérarchie à lui confier la direction de Karuna Bhamo, la Caritas diocésaine. En 2009, le Secours Catholique finance deux de ses programmes et le soutient deux ans plus tard, en 2011, lorsque le conflit se réactive et que des milliers de déplacés fuient les combats sans avoir de lieu où aller.

Au début, le terrain de la paroisse accueille 1 000 déplacés. Puis l’équipe de Paul va gérer sept camps en assurant les abris, la sécurité, la nourriture, les vêtements et la santé. « La population avait fui dans la précipitation, tous sont arrivés sans rien. Nous avons trouvé les terrains, distribué du matériel et chaque famille a construit

son abri. Nous avons été seuls pendant un an à aider les déplacés. »

Pour sauver une famille, Paul n’hésite pas à prendre sa voiture et à traverser les lignes de front. Pour cela, il quitte ses habits de ville (qui ne le distinguent pas de ses paroissiens) et revêt son aube immaculée, son “gilet pare-balles” personnel.

Au plus près du danger, le père Paul a durant plusieurs années poursuivi ses missions tout en assumant ses fonctions. En 2013, il fait une pause. Il part à Dublin étudier la politique économique et du développement social et écrit une thèse intitulée “Le rôle des organisations confessionnelles dans le processus de démocratisation au Myanmar”.

De retour à Bhamo, il porte un regard nouveau sur son peuple. Il voit l’assistant des camps rendre les enfants

indociles et les parents perdre leur autorité. L’oisiveté engendre les dérives et la violence.

Le conflit s’est à nouveau calmé. Le père Paul incite les déplacés à retourner vivre dans la jungle, à redevenir autonomes. Il ne veut pas que son peuple perde son âme.

Depuis peu, il n’assure plus la direction de Karuna. Il pensait qu’après les dernières élections (qui ont écarté en partie les militaires du pouvoir), la guerre était terminée. Mais le conflit a éclaté de nouveau en novembre dernier, quelques semaines avant la reprise de pourparlers qui, il l’espère, aboutiront à une paix définitive. ■

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> Les défis de la transition

Après plus d’un demi-siècle de dictature militaire, le Myanmar connaît une période de transition vers la démocratie. Les nouveaux dirigeants doivent relever plusieurs défis, notamment celui de parvenir à unifier une mosaïque complexe de minorités ethniques et religieuses sans créer d’impact négatif sur l’économie et la sécurité, et sans recourir à des mesures coercitives. C’est ce que tend à démontrer l’excellent ouvrage (en anglais) de la Française Carine Jaquet : *Unity and Diversity – Challenges of the Burmese Transition*, éd. MKF, 2016, Myanmar. Regarder aussi le webdoc *One Myanmar, les voix du changement* sur one-myanmar.com



Notre loft en centre ville 🥰💕
#Aides #Logement

QUI CROIT ENCORE QUE LES DÉMUNIS ONT LA BELLE VIE ?

DÉCRYPTAGE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SANS PRÉJUGÉS

INTERVIEW 17

LAURENT SEUX
« Un enjeu politique et social très fort »

FICHE PRATIQUE 18

EN CAMPAGNE
Le tour de France des préjugés

Aujourd’hui, 84 % des Français pensent que « beaucoup de personnes abusent du système* ». En quelques années, la figure du “profiteur”, de l’“assisté”, du “fraudeur” s’est profondément ancrée dans l’imaginaire collectif. Ces préjugés divisent notre société et menacent la protection sociale. Ils empêchent aussi de penser des solutions nouvelles pour garantir la place et la contribution de chacun dans notre société. C’est pourquoi le Secours Catholique veut aujourd’hui les combattre.

* Source : Credoc

SOCIÉTÉ

“France qui se lève tôt” Us “assistés”

D’où viennent les préjugés à l’égard des personnes en précarité ? De quoi se nourrissent-ils ? Comment se diffusent-ils ? Quel impact ont-ils sur notre société ? Enquête sur la naissance et le développement de contre-vérités qui durent.

ENQUÊTE : BENJAMIN SÈZE / PHOTO : STEVEN WASSENAAR / S.C.-C.F.

« **P**ersonne ne fait exprès d’être pauvre. » Nous sommes le 31 mai 2016 et Gérard Roche, vice-président de la commission des Affaires sociales du Sénat, a pris la parole dans l’hémicycle du palais du Luxembourg. Une proposition de loi, déposée par des élus Les Républicains, sur la lutte contre la fraude sociale est en passe d’être adoptée. Le sénateur UDI de la Haute-Loire fait un long réquisitoire contre ce texte qu’il juge stigmatisant et contre-productif. Cinq minutes plus tard, la proposition est rejetée. Les sénateurs centristes ont choisi de s’abstenir ou de voter contre avec leurs homologues de gauche.

« *J’ai réagi de façon très vive, car deux choses m’ont particulièrement choqué, explique aujourd’hui Gérard Roche. Il y avait une obligation pour toute personne en fin de chômage et qui voulait bénéficier du RSA de signer un certificat de bonne citoyenneté. Et surtout, le texte imposait aux allocataires du RSA des travaux d’intérêt général. Nous avons des gens en précarité, qui ont la malchance d’être laissés au bord du chemin par notre société et à qui on veut imposer des travaux comme s’ils avaient commis un délit. Cela m’a ulcéré.* »

Un cas devient une généralité

Cet épisode est symptomatique du poids des préjugés sur les personnes en précarité, au sein de la classe politique, à droite comme à gauche. Ainsi en 2006, Nicolas Sarkozy opposait « *la France qui se lève tôt et travaille dur* » à ceux « *qui sont aidés* », reprochant à ces derniers de ne pas être « *au rendez-vous de leur responsabilité* ». En 2011, le ministre des Affaires européennes fustigeait l’« *assistanat* », « *cancer de notre société* ». Trois ans et un changement de majorité plus tard, le ministre du Travail justifiait sa volonté de « *renforcer les contrôles* » des chômeurs, en déclarant : « *Il n’est pas possible, dans un pays qui est en difficulté (...) d’avoir des gens qui (ne cherchent pas de travail)* ». Plus récemment, en février 2015, un ancien Premier ministre a dénoncé le

cumul du RSA et de l’Allocation logement, facteur, selon lui, de démotivation dans la recherche d’emploi. « *C’est devenu un sujet de dire qu’on condamne l’assistanat* », regrette Jean-Marie Vanlerenberghe, rapporteur général de la commission des affaires sociales. D’où viennent ces préjugés ? Souvent du terrain, répond le sénateur du Nord-Pas-de-Calais : « *Dans chaque commune, les élus vont entendre parler du fils de M^{me} untel qui ne travaille pas et pourtant gagne plus que son voisin. De telle personne qui calcule son temps de travail pour ne pas perdre les aides, ou de telle famille qui pourrait se débrouiller autrement...* » Annaïg Abjean, directrice de la Mission régionale d’information sur l’exclusion (MRIE) en Rhône-Alpes, le confirme : « *Très souvent, les élus sont sollicités en commission pour* ■■■

+ LE POINT DE VUE DE FRANCK

« Je sais qui je suis, je connais mes valeurs »



Franck Sitzia, 38 ans, du Secours Catholique du Puy-en-Velay (Haute-Loire).

J’ai depuis très jeune connu la galère, les problèmes, la misère et j’en passe. J’ai longtemps vécu de la mendicité et de la démerde. C’est lorsque j’ai décidé de sortir de tout ça (la drogue, la rue), à 30 ans, que j’ai demandé le RSA. Aujourd’hui, j’en ai 38, et une merveilleuse petite fille de 5 ans qui accompagne mon quotidien, qui l’améliore. Depuis, je me bats, tape des pieds et des mains pour m’en sortir. Après plusieurs recherches d’emploi sans aboutissements réels, des petits travaux et des saisons agricoles, je me

Le RSA ne suffit pas.

suis mis à mon compte. Je suis bénéficiaire de la CMU-C et d’un RSA activité, ainsi que d’une allocation logement. Malgré ces aides et beaucoup de bonne volonté, j’ai beau tout essayer, je n’arrive pas à tenir un mois, à peine 15 jours. Pourtant, si vous venez à la maison, vous n’y trouverez ni superflu ni télévision, le minimum vital pour ma fille et moi-même. Le RSA ne suffit pas pour vivre, même simplement, il permet à peine de survivre ! Pour ma part, comme pour beaucoup qui ont gardé un peu de dignité, c’est très dur d’aller “quémander”, s’afficher et être fiché auprès des services sociaux et des associations. Malgré toutes les critiques et les préjugés que l’on m’a collés, je sais qui je suis, où sont mes limites, et surtout, je connais mes valeurs.

Propos recueillis par Benjamin Sèze



PLUS D'INFOS

Retrouvez le témoignage complet de Franck sur secours-catholique.org



arbitrer la suspension ou non d'une allocation. Ils ne voient donc que les cas qui dysfonctionnent et ne se rendent pas compte que ce ne sont que 15 dossiers sur des milliers d'allocataires. » Ces histoires circulent entre élus, explique Jean-Marie Vanlerenberghe, « et d'un cas, on va faire une généralité qui va être instrumentalisée par certains pour susciter l'indignation et nourrir l'idée qu'en France, nous sommes trop généreux, trop naïfs ». Gérard Roche se souvient de la première discussion au sein du groupe centriste portant sur la proposition de loi contre la fraude sociale. « Les avis étaient bien plus partagés que lors du vote du 31 mai, relate le sénateur. Certains, qui sont aussi conseillers généraux, disaient : "Le RSA coûte cher, il faut bien qu'on fasse quelque chose, il y a trop de tire-au-flanc." »

Dans un contexte de précarisation, vécue ou redoutée, ces préjugés trouvent un fort écho dans l'opinion publique. « La souffrance sociale est alors mise sur le compte non de la crise ou des inégalités sociales, mais de l'« assistanat » », constate le sociologue Nicolas Duvoux. Selon une enquête publiée en décembre 2015 par le Crédoc (1), 84 % des Français pensent que « beaucoup de personnes abusent du système », et près d'un quart d'entre eux considèrent que s'il fallait réduire les dépenses de prestations sociales, il faudrait diminuer le RSA en priorité. Ils n'étaient que 5 % à le penser en 1999. En négligeant ou niant les réalités auxquelles les personnes en situation de précarité sont quotidiennement

Affiche de la campagne Liberté, égalité, sans préjugés menée à l'occasion des élections législatives et présidentielle.

« Dès qu'on est en contact avec de vraies personnes, toutes les idées reçues se cassent la figure. »

confrontées, « les préjugés réduisent les personnes à leur détresse matérielle, sans analyser les mécanismes par lesquels se crée ou se perpétue la pauvreté », déplore Jacques Toubon, le Défenseur des droits. « Ils peuvent ainsi conduire à considérer les victimes comme responsables de leurs propres maux ». Jean-Marie Vanlerenberghe craint que la diffusion de ces préjugés conduise à terme au détricotage « d'un système de protection sociale dont on peut pourtant s'enorgueillir ».

Dans certains départements, ils justifient déjà des mesures politiques stigmatisantes. Ainsi, dans le Haut-Rhin, le conseil départemental a créé en janvier un dispositif "RSA contre bénévolat" (2). Dans l'Ain, une "brigade contre la fraude au RSA" a été créée en 2015, mobilisant six agents à temps plein. Les élus de l'opposition avaient pourtant objecté que la surveillance s'était beaucoup renforcée ces dernières années et qu'il n'y avait pas besoin d'une nouvelle structure. En vain. « C'est autant d'énergie, de

moyens humains et financiers qui pourraient être consacrés à la lutte contre le chômage, la précarité et l'exclusion », regrette un responsable associatif local. L'Isère et la Drôme réfléchiraient à ce type de dispositif. Dans la Drôme, les cas de fraude au RSA traités en quatre ans, entre 2010 et 2014, concernent moins de 2 % du nombre d'allocataires. Néanmoins, le président du département a décidé d'en faire une priorité.

Olivier Fantone, responsable du Secours Catholique du Vaucluse, dénonce l'effet contre-productif de la stigmatisation sur les personnes visées : « Le sentiment de rejet peut provoquer chez certains une réaction de repli ou de révolte qui va compromettre tout notre travail d'accompagnement. » Alain Guérin-Boutaud, responsable du Secours Catholique de Haute-Loire, évoque pour sa part la honte et la culpabilité que fait naître ce type de discours chez les personnes en précarité. « Beaucoup ne vont même pas oser demander le RSA par peur d'être pointées du doigt. Surtout en milieu rural comme chez nous. » Aujourd'hui, près d'un tiers des personnes qui ont droit au RSA en France n'en font pas la demande. Comment lutter contre la diffusion des préjugés ? Par-delà l'information, Annaïg Abjean mise sur la rencontre. « Dès qu'on est en contact avec de vraies personnes, toutes les idées désincarnées se cassent la figure. » Une observation pleinement partagée par le Secours Catholique. L'association va à nouveau l'expérimenter ces prochaines semaines à l'occasion d'un "tour de France des préjugés" (lire p. 18 et 19). ■

1. Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

2. Déclarée illégale par la justice administrative "l'obligation" initiale de bénévolat est devenue une "incitation au bénévolat".

INTERVIEW LAURENT SEUX

« Un enjeu politique et social très fort »

Pourquoi lutter contre les préjugés sur les personnes en précarité ? Et comment s'y prendre ? Directeur France-Europe du Secours Catholique, Laurent Seux explique l'importance d'un combat bien plus que moral.

La lutte contre les préjugés est-elle avant tout morale, où est-ce un enjeu important dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ?

Les préjugés discriminants abîment les personnes. Quand quelqu'un est mal, et que vous lui tapez dessus, vous détruisez ce qu'il peut encore avoir en lui d'estime, de ressort, de capacité à combattre. Il va devenir plus difficile pour lui de se dire : « *Oui, je vaudrais quelque chose, je peux agir, je peux être utile.* » Nous constatons à l'inverse, dans nos actions, que lorsque les personnes retrouvent un climat de confiance, de bienveillance, d'amitié, les choses commencent à redémarrer pour elles. Les préjugés ont aussi un fort impact au niveau collectif. En stigmatisant les bénéficiaires de l'allocation chômage, du RSA, de la CMU..., en les séparant des autres et donc en nous divisant, ils contribuent au délitement du tissu social et ainsi à l'aggravation de la pauvreté.

Les préjugés influent enfin sur les choix politiques. Le discours stigmatisant sur les chômeurs, par exemple, qui n'aurait pas envie de travailler, peut amener à concentrer les moyens sur le contrôle des personnes, au lieu de dépenser cet argent et cette énergie à chercher des idées, à créer des envies et des alliances pour trouver des solutions nouvelles dans le but de permettre à ces personnes au chômage de travailler. Ce sont des dynamiques qui n'ont rien à voir, et le choix de l'une ou de l'autre dépend de l'opinion publique, du regard que les Français portent individuellement ou collectivement sur les personnes en précarité.

Pour toutes ces raisons, il y a un enjeu politique et social très fort à lutter contre les préjugés.

Pour être efficace, faut-il prioritairement viser les politiques ou l'opinion publique ?

Il faut se mobiliser sur tous les fronts. Quand



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

je discute avec des élus, je fais état des chiffres dont nous disposons et je cite la parole des personnes que nous rencontrons au quotidien dans nos actions. Généralement, cela a un impact. C'est la force du Secours Catholique d'avoir cet ancrage local qui lui permet d'avoir ses propres données et témoignages issus directement du terrain. Il faut vraiment qu'en face la personne soit de mauvaise foi pour qu'elle dise : « *Ça ne tient pas.* » On peut lui répondre : « *Vous entendez peut-être quelques dizaines d'électeurs sur*

le marché, mais nous, ce sont 1,5 million de personnes que nous rencontrons et c'est ce qu'elles nous disent. »

Et au niveau de l'opinion publique, comment lutter ?

Il faut agir localement et miser sur la pédagogie de la rencontre. On a encore pu constater son efficacité, ces derniers mois, dans le cadre de la répartition des migrants de Calais un peu partout en France. Cela a occasionné énormément de changements de regard chez les habitants des communes accueillantes.

Cela rejoint la volonté du Secours Catholique d'agir "ensemble" pour un monde juste et fraternel.

Oui, le "ensemble" dit bien cette idée de rencontre fraternelle. Il exprime aussi une autre idée importante, celle de redonner du "pouvoir d'agir" aux personnes en précarité. Leur permettre de faire valoir leurs compétences et d'apporter leur contribution. C'est aussi une arme efficace contre les préjugés.

Pensez-vous réussir à convaincre ?

Notre ambition n'est pas tant de convaincre que de sensibiliser. Il ne s'agit pas de dire aux gens ce qu'ils doivent penser, mais de les amener à s'interroger, notamment par rapport à leur propre expérience : « *Est-ce qu'à un moment donné dans ma vie, j'ai senti que le regard des autres m'empêchait d'être ou d'agir ?* » On se rend compte qu'on a tous ressenti cela. À partir de là, on peut élargir l'analyse, faire des aller-retour entre soi, la société et les autres. Par-delà la sensibilisation à la situation des personnes en précarité, nous proposons une réflexion plus globale : comment aider chacun à penser sa place dans la société et sa contribution avec les autres ?

Propos recueillis par Benjamin Sèze

+ SONDAGE Le regard des Français sur la pauvreté

Le Secours Catholique et Viavoice créent un observatoire consacré aux préjugés sur la pauvreté. Il sera nourri d'une première étude d'opinion, réalisée auprès du grand public et permettant de confronter les opinions et préjugés des Français à la réalité des chiffres de la pauvreté. Ce sondage - réalisé en ligne, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus - sera publié dans la presse le 9 mars 2017.



EN CAMPAGNE

Le tour de France des préjugés

La période électorale est l'occasion de réfléchir à un projet de société pour les années à venir. Dans le but de susciter un dialogue avec l'ensemble des citoyens, le Secours Catholique - Caritas France entreprend, du 9 mars au 30 avril, une démarche itinérante pour aller à leur rencontre.



DEUX BUS EN TOURNÉE

➔ Deux bus aux couleurs de l'association vont parcourir la France. Ils s'installeront dans plusieurs communes, pour un jour ou deux, afin de proposer un temps de forum permettant de dialoguer avec les citoyens et les décideurs, d'interpeller sur les préjugés comme sur la place et la contribution de chacun dans notre société.

Retrouvez toutes les informations sur le site secours-catholique.org

UN QUESTIONNAIRE

➔ Lors de la tournée, un questionnaire à choix multiple, simple et rapide, sera proposé sur place. Chacun pourra y répondre avec des tablettes connectées (fournies dans le bus) ou sur papier. Le questionnement partira des préjugés dont chacun de nous peut-être victime, pour ensuite élargir la réflexion aux autres et notamment aux personnes en précarité. Le but n'est pas de juger mais d'interroger sur la place et la contribution de chacun dans la société.



+ POUR ALLER PLUS LOIN

En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté

Élaboré pour être accessible à un large public, ce manuel déconstruit des préjugés actuels et répond à 117 idées reçues. Chiffres, documents officiels et travaux de chercheurs à l'appui, ce livre montre que la stigmatisation des

pauvres repose non sur des faits avérés mais sur des discours qui masquent les véritables causes de la misère. Un outil indispensable pour combattre la pauvreté et l'exclusion.

➤ *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté*, de Claire Hédon, Jean Christophe Sarrot, Marie-France Zimmer, Éd. Quart Monde / Éd. de l'Atelier, 2016.

Chômage, précarité : halte aux idées reçues !

Vingt-cinq organisations qui luttent, chacune dans leur domaine, contre le chômage et la précarité, prennent ici la plume pour contrecarrer idées reçues et contrevérités.





LA « CHASSE AUX PRÉJUGÉS »

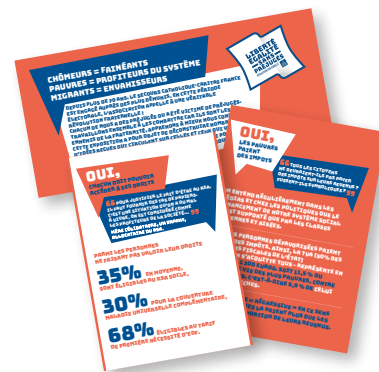


➔ Vous avez chassé les Pokemon ? Le Secours Catholique vous propose de chasser les préjugés avec votre Smartphone ! Le but : attraper des préjugés géolocalisés et les détruire. En les effaçant, vous découvrirez les arguments pour lutter contre eux. Il s'agit d'une application simple, avec un mode d'emploi, téléchargeable sur votre Smartphone. Votre objectif ? Collecter un maximum de points pour alimenter la "jauge solidaire" : plus vous jouez, plus vous soutenez (symboliquement) des projets du Secours Catholique. Chaque palier correspond à un projet.



UN FILM EN RÉALITÉ VIRTUELLE

➔ Prochainement, un film en réalité virtuelle (tourné à 360°, que l'on peut visionner avec des lunettes spéciales et son Smartphone) proposera de vivre, en quelques minutes, une journée d'Isabelle, 29 ans, mère célibataire de Julien, 5 ans, et salariée à temps partiel. Et de découvrir ses galères, ses astuces pour s'en sortir, ses doutes, ses moments de joie... Ce film sera disponible sur secours-catholique.org.



UNE EXPOSITION

➔ Sur une dizaine d'affiches exposées dans les bus, vous pourrez découvrir chiffres-clés et témoignages battant en brèche nombre d'idées reçues qui circulent aujourd'hui sur les personnes en situation de précarité. Entrée libre et gratuite.

Elles présentent des expériences novatrices et montrent le vrai visage des chômeurs, victimes et non coupables, mais surtout acteurs et citoyens engagés de notre société. Une invitation à la solidarité pour porter ensemble un véritable changement !

> *Chômage, précarité : halte aux idées reçues !*, coordonné par Jean-François Yon, préfacé par Ken Loach, Éd. de l'Atelier, 2017.



L'Apostrophe. Écrire et penser ensemble

Les auteurs de cette revue sont des personnes qui, par leur expérience personnelle face à la précarité, ont développé une expertise sur les questions de pauvreté. Dans ce premier numéro,

elles se sont penchées sur la question de la place que la société accorde (ou pas) aux individus victimes de la pauvreté. Un regard lucide et constructif sur les enjeux de la participation de tous à la construction d'un monde fraternel.

> *L'Apostrophe*, revue éditée par le Secours Catholique, automne 2016. Disponible gratuitement sur Internet via lapostrophe.secours-catholique.org

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



APPEL DE MARIN

DOM-TOM

Un habitat spartiate

Marin, âgé de 54 ans, vit seul dans l'habitation en bois qui l'a vu naître. Il tire ses moyens de subsistance d'un petit élevage de volailles et des fruits produits par les manguiers, jacquiers et bananiers qu'il a plantés sur sa parcelle. Des conditions de vie très précaires car le toit fait de vieilles tôles, la façade et la menuiserie de l'habitation sont si décrépits qu'ils menacent de s'effondrer et laissent passer la pluie et les vents. L'installation électrique très sommaire est dangereuse, et les sanitaires inexistantes. Marin est exposé en permanence à l'insécurité, à l'intrusion de nuisibles et à des risques d'incendie. Les services sociaux municipaux qui l'accompagnent ont organisé une réhabilitation de l'habitation aussi loin qu'ils le pouvaient et sollicitent le partenariat de plusieurs associations. Marin a fourni une participation financière et pris part au chantier, ce qui lui a permis de développer des liens et de reprendre confiance en lui. Mais il reste à créer un bloc sanitaire, d'un coût de 4 000 euros, pour permettre à Marin, qui ne dispose que de l'allocation adulte handicapé, d'avoir enfin des conditions d'hygiène décentes et un minimum de bien-être.

APPEL DE MARIANNE

NOUVELLE-AQUITAINE

Une solution très provisoire

Depuis que son véhicule hors d'usage a cessé ses services, Marianne doit recourir à une personne de bonne volonté qui lui prête sa voiture. Il lui faut en effet emmener son fils de 13 ans, handicapé, plusieurs fois par semaine dans une localité située à 13 km pour prendre un bus qui le conduit

à la classe spécialisée où il est scolarisé. Elle-même doit respecter un suivi médical régulier et retrouver un emploi. Pour Marianne, l'achat d'un nouveau véhicule est la seule solution possible. La famille vit dans un secteur très rural et son conjoint, lui aussi à la recherche d'un travail, se déplace à scooter. On lui propose une voiture en bon état pour 2 500 euros, une somme que le budget très tendu du foyer ne lui permet pas de régler.

APPEL DE TOBIE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Payer la cantine

Tobie était âgé de 14 ans lorsqu'il a perdu ses père et mère et s'est retrouvé à la rue, déscolarisé, cireur de chaussures, dormant sous les étals du marché de sa ville africaine. Il a réussi à rejoindre la France deux ans plus tard, isolé et sans ressources. Recueilli par une paroisse puis par une famille, il a été admis dans un lycée pour une remise à niveau, dans la perspective d'un CAP. Désormais accompagné par plusieurs associations, Tobie s'applique et prend part avec intérêt à la vie de la délégation locale du Secours Catholique. Mais malgré les efforts de sa famille d'accueil, qui a elle-même de nombreux enfants, les deux derniers trimestres de la cantine scolaire de Tobie, soit 424 euros, n'ont pu être payés.

APPEL DE ROBERT

OCCITANIE

Une meilleure isolation

Robert vit avec sa femme et ses trois enfants encore à charge, dont deux handicapés, dans une maison rurale à 600 mètres d'altitude, chauffée au bois et mal isolée, avec une toiture dégradée. Un bilan énergétique a confirmé l'urgente nécessité de travaux d'isolation. Ils amélioreront les conditions de vie de la famille et

allégeront le budget chauffage. Très motivés, les époux ont multiplié les démarches et obtenu les aides à la rénovation de l'habitat et des prêts adaptés à leur situation. Reste à trouver 1 800 euros pour boucler le budget travaux, somme pour laquelle Robert, au chômage depuis un an malgré tous ses efforts, n'a pu trouver de solution.

APPEL D'HOSRI

ÎLE-DE-FRANCE

Devenir ingénieur

Hosri, 21 ans, est l'aîné d'une famille de cinq personnes en situation régulière. Dynamique et très motivé, il a suivi les deux années de préparation à l'entrée dans une école d'ingénieurs, qui ont été financées par des dispositifs institutionnels, ses jobs de vacances et la solidarité familiale. Il a réussi brillamment le concours d'entrée. Sa famille et lui-même se démènent pour assumer les frais de cette première année. Hosri dispose d'une bourse et d'une autre aide institutionnelle. Il financera les années suivantes par une formation en alternance et un stage rémunéré en troisième année. Mais en attendant, 4 000 euros doivent être trouvés pour boucler le budget de cette première année.



PROJET INTERNATIONAL

Istanbul : 200 migrantes se sentent en sécurité

À Kumkapi, une banlieue d'Istanbul, le centre Caritas d'accueil de femmes migrantes monte en puissance.

À Kumkapi, quartier dangereux de la banlieue d'Istanbul, le centre d'accueil de Caritas Turquie accompagne tout en les formant 200 femmes migrantes isolées pour les protéger de la criminalité : lutter contre la peur, sortir de l'isolement en acquérant de nouvelles compétences socio-professionnelles et en révélant leur potentiel personnel. Tandis que leurs enfants sont confiés à des bénévoles, elles apprennent le turc et l'anglais, participent à des ateliers de couture, de céramique, vendent leurs productions aux réseaux de solidarité et dans des magasins. Un juriste les informe sur leurs droits, en particulier celui d'être protégées contre la violence. Se sen-



X. SCHWEBEL / S.C.-CF.

tant en sécurité et mises en confiance, ces femmes africaines, syriennes et d'autres origines se rapprochent les unes des autres. Le Secours Catholique a versé 50 000 euros à Caritas pour ce projet. ■

GRÂCE À VOUS...

En octobre dernier, nous demandions votre aide pour Sylvine. Auxiliaire de vie, elle avait entrepris une formation pour devenir aide-soignante tout en travaillant à temps partiel. Après avoir réussi plusieurs modules de sa formation, elle devait redoubler un module et cette situation n'était pas prise en charge par les institutions qui avaient financé les modules précédents. Malgré ses efforts, Sylvine, veuve avec une fillette de 12 ans et peinant à faire face aux dépenses de la vie quotidienne, ne pouvait régler le coût de ce module, soit 1 500 euros. Vous avez entendu notre appel et grâce à vous, Sylvine a obtenu son diplôme. Elle exprime toute sa reconnaissance au Secours Catholique et aux généreux donateurs qui l'ont aidée et soutenue dans ses efforts. « Merci, merci, merci ! » nous écrit-elle sur une jolie carte accompagnée d'une photocopie de son diplôme d'État d'aide-soignante. ■

Votre solidarité

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Le comité des donateurs

Créé sur décision du Conseil d'administration du Secours Catholique en 2004, le comité des donateurs joue un rôle de réflexion et constitue une force de proposition pour tout ce qui concerne le don au Secours Catholique. Il est aussi un lieu d'écoute et de dialogue. Cette instance consultative permet d'aborder entre autres les diffé-



X. SCHWEBEL / S.C.-CF.

rentes actions, pérennes ou ponctuelles, de l'association, telles que l'accompagnement des familles, l'accès au logement, l'action entreprise suite aux urgences (Haïti, Syrie...). De même, c'est un lieu d'information sur les grandes orientations de l'association. Le comité des donateurs offre aussi l'occasion d'avoir un retour sur le ressenti des actions et la façon dont le Secours Catholique communique. La grande campagne annuelle est présentée aux membres donateurs, et des documents de communication sont travaillés afin de mieux correspondre aux attentes des donateurs, qui soutiennent l'association dans toute la France. Composé de 30 membres, le comité tend à un équilibre en termes d'âge, d'origine sociologique, de représentativité régionale et de niveau de don. Sous la direction de la présidente nationale, il se réunit deux fois par an à Paris.

Si vous souhaitez y participer, vous pouvez vous porter candidat en écrivant à l'adresse suivante : service.donateurs@secours-catholique.org.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Turquie : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 721 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Marin : €
- l'appel de Marianne : €
- l'appel de Tobie : €
- l'appel de Robert : €
- l'appel d'Hosri : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 531 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



ÉVANGILE DE MATTHIEU 4, 1-10

Les tentations de Jésus

Jésus fut conduit au désert par l'Esprit pour être tenté par le diable. Après avoir jeûné quarante jours et quarante nuits, il eut faim. Le tentateur s'approcha : « *Si tu es Fils de Dieu, ordonne que ces pierres deviennent des pains.* » Jésus répondit : « *Il est écrit : "L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu."* » Alors le diable l'emmène au sommet du Temple : « *Si tu es Fils de Dieu, jette-toi en bas ; car il est écrit : "Il donnera pour toi des ordres à ses anges, ils te porteront sur leurs mains."* » Jésus lui déclara : « *Il est encore écrit : "Tu ne mettras pas à l'épreuve le Seigneur ton Dieu."* » Le diable l'emmène sur une très haute montagne et lui montre tous les royaumes du monde : « *Tout cela, je te le donnerai, si tu te prosternes devant moi.* » Alors, Jésus lui dit : « *Arrière, Satan ! Il est écrit : "C'est le Seigneur ton Dieu que tu adoreras, à lui seul tu rendras un culte."* » Alors le diable le quitte.

« Quand j'avais faim, je disais : "Seigneur, il est où le riz ?" »

PAR BLANDINE, BERNADETTE, CRÉDO, FÉLICITÉ, JEAN-BAPTISTE, JEAN-PHILIPPE, JUSTINIA, HÉLÈNE, HENRIETTE, MARIE-LUCILE, PRUDENCE, ROSALIE.



On comprend bien que nous soyons tentés nous aussi. ”

« **J**ésus a été tenté. Jésus a faim, sa chair a faim, elle réclame. Ce n'est pas son esprit qui a faim, le jeûne l'a fortifié. »

« Nous, on n'a pas forcément faim, mais quand on passe près du Chinois, on a envie... Ah, si je pouvais aller à la boulangerie m'acheter une "forêt noire" ! »

« Le diable lui dit : "Satisfais ta faim avec le pouvoir que tu as reçu de Dieu, fais-le pour toi." Mais Jésus ne fait jamais rien égoïstement, pour lui-même. »

« Jésus dit : "L'homme vit de ce qui sort de la bouche de Dieu." La nourriture de Dieu ne rentre pas par la bouche, mais par les oreilles et le cœur. C'est comme

les enfants, ils se nourrissent de l'amour de leurs parents. Être aimé, c'est l'essentiel ; la solitude tue. » « Quand je jeûne, il y a toujours le tentateur, j'ai des maux de tête et des vertiges, mais quelque chose me dit : "continue", et je prends un livre de prières. »

« Les gens s'attendaient à un roi qui allait tout changer en claquant des doigts. Moi aussi, au village, jusqu'à 12 ans, quand j'avais faim, je disais : "Seigneur, il est où, le riz ?" Aujourd'hui, je mettrais Dieu à l'épreuve si je disais : "Je reste à la maison, je ne fais rien, Dieu me donnera tout." »

« Oui, on est souvent tenté, mais on peut aussi tenter Jésus, en lui

disant : "Pourquoi tu n'agis pas ?" » « Tout ça nous rassure : si nous sommes tentés, nous pouvons nous dire : "Jésus a connu ça." Pour ne pas rester dans la culpabilité d'être tenté, je regarde comment Jésus a fait. Et si on le suit, on réussira. »

« Le diable n'emmène pas Jésus physiquement mais spirituellement, on voit bien que c'est une tentation. Le sommet du temple, ça veut dire au-dessus de tout l'univers. »

« Jésus sera tenté de la même façon en haut de la croix, sur le fait qu'il est le Fils de Dieu. Le diable le touche de façon subtile : si tu es bien le Fils de Dieu, montre-le. Dans ce cas, Jésus aurait tenté son Père, pour être reconnu par les hommes comme Fils de Dieu. Et il aurait alors échoué dans sa mission. » ■

✚ LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

« Regardons comment Jésus a fait »



E. PERRIOT / SC-CF

Ces personnes qui viennent d'Afrique savent ce qu'est la faim. Elles en parlent avec humour. Cela les aide à comprendre ce que l'Évangile nous dit et ce qu'est la vraie nourriture que Dieu nous donne, celle dont Jésus s'est nourri. Elles sont sensibles à une vérité que nous oublions souvent : nous pouvons nous-mêmes tenter Dieu, le mettre à l'épreuve, comme la foule et les soldats quand Jésus était hissé sur la croix. Cette proximité du Christ leur permet de relativiser les tentations que nous vivons, puisque Jésus lui-même les a vécues. Dans ces moments, nous pouvons « regarder comment Jésus a fait ». L'une des participantes ajoute : « *Si on le suit, on réussira.* » Cette remarque me fait penser au poème du Serviteur souffrant d'Isaïe (ch. 52) : après la mort ignoble du Serviteur, Dieu lui-même dit : « *Mon Serviteur réussira, il sera exalté.* » Suivons donc Jésus dans les tentations au désert pour découvrir que nous pouvons commencer à vivre de sa résurrection.

➤ LE GROUPE DE PAROLE

Dans le diocèse de Meaux, la Pastorale des migrants a organisé des temps d'échange sur l'Évangile dans la perspective d'un jeu Internet pour la catéchèse, pour profiter de la diversité des cultures dans le diocèse. Le groupe Chrétiens du monde de la paroisse de Bussy-Saint-Georges, dont certains membres sont aidés par le Secours Catholique, a participé à l'un de ces temps.

➤ **Contact**
justinia.clement@yahoo.fr



↳ **TÉMOIGNAGE** JEAN-PAUL POTET

Le Fabrick Café, atelier carrefour

« **D**essinateur de profession, aujourd'hui retraité, je fais partie depuis huit mois de l'"équipe des meubles" de l'atelier Fabrik Café créé par cinq associations* en Maine-et-Loire. Depuis juin 2016, dans un même espace, aux Ponts-de-Cé, au sud d'Angers, des vélos se réparent, des meubles se transforment, des savoirs s'échangent, des amitiés se nouent. Emmaüs fournit les vélos,

de régularisation ou personnes éloignées du monde du travail. Quand j'observe avec quelle régularité la plupart d'entre nous se retrouvent chaque semaine, je me persuade du bienfait de ces séances. Je trouve dans cet espace un lieu d'échange de savoirs, un lieu où celui qui le souhaite peut aussi s'initier à la mécanique du vélo, à l'affûtage des outils, à leur entretien... Pour

ma part, enclin depuis tout petit à concevoir des objets, j'aime transmettre ce que mon expérience m'a appris. J'apprécie le travail bien fait et bien fini, et je m'autorise

J'aime transmettre ce que mon expérience m'a appris.

ceux qui sont trop endommagés pour être réparés dans son atelier ; la ressourcerie des Biscottes redonne les meubles qu'elle reçoit, invendables en l'état. Ces derniers, une fois revisités par nos soins, sont proposés dans l'espace vente des associations partenaires. Les gains réalisés vont aux "caisses" de Fabrik Café pour honorer les charges de loyer, d'électricité, les achats d'outils, de peinture, de colle..., mais aussi pour financer de futurs projets collectifs qu'il nous reste à imaginer. Chaque mercredi, Fabrik Café regroupe deux ateliers, celui des vélos et celui des meubles. Une demi-heure avant la fin de la séance, tous ensemble, nous retrouvons l'équipe du "café" chargée de l'accueil du public et ensemble nous faisons connaissance autour d'un gâteau. Ces après-midi donnent à ceux qui nous rejoignent l'occasion de "faire un pas" dans la société et de rompre un isolement destructeur : personnes migrantes en attente

avec les "menuisiers" de mon équipe une certaine exigence de rigueur. Avec des planches de bois récupérées, nous avons construit des nichoirs pour des mésanges, et transformé des meubles de bureautique en plans de travail. Les idées ne manquent pas, mais il nous faudrait des renforts pour assurer des permanences régulières.» ■

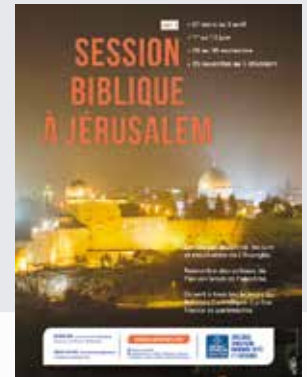
Propos recueillis par Marie-Hélène Content

* ATD Quart Monde, Emmaüs, les Jardins de Cocagne, la ressourcerie des Biscottes et le Secours Catholique.

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org
/implantations



Agenda

MARS-DÉCEMBRE 2017

Sessions bibliques en Terre sainte

Le Secours Catholique-Caritas France vous convie à Jérusalem pour vivre une session biblique en marchant dans les pas du Christ. Bénévoles, salariés, personnes accompagnées, donateurs, partenaires de l'association, vous serez hébergés à la Maison d'Abraham (antenne du Secours Catholique en Terre sainte) et partirez à la découverte de Nazareth, Bethléem, la mer Morte, la vallée du Jourdain et Jérusalem. En Palestine et en Israël vous rencontrerez des chrétiens, des musulmans et des juifs, partenaires du Secours Catholique, et remonterez aux racines du conflit israélo-palestinien pour mieux le comprendre.

- > 31 mars-9 avril
- > 1^{er} juin-12 juin
- > 20 septembre-30 septembre
- > 25 novembre-5 décembre

Information et inscription par mail à dept. animationspirituelle@secours-catholique.org

À LIRE

Mon fils, ce petit héros



Ancien responsable départemental du Secours Catholique, Philippe Idiartegaraye livre une déclaration d'amour bouleversante à son fils handicapé. « Il exprime ce que le handicap de son fils représente en termes de contrainte, d'angoisse, de frustration, mais aussi d'appel à l'amour, de joie de vivre et de densité au

quotidien pour sa famille », explique dans la préface Philippe Pozzo di Borgo, l'homme qui a inspiré le film *Intouchables*.

Philippe Idiartegaraye, Mon fils, ce petit héros, éd. Mobilibook, 2016.

Devenez famille de **VACANCES !**



© XAVIER SCHWELB - ANAIS PACHABEZIAN, DAVID METRA / SC-CF

ACCUEILLEZ UN ENFANT POUR LES VACANCES

